

Edito

Profiteurs

Cette semaine on aurait pu vous parler de la conférence de presse de François Hollande lors de laquelle on a juste appris... qu'on n'avait rien à apprendre. Ou de ces soi-disant représentants de l'aile gauche du PS, les pas contents qui sont frondeurs comme moi je suis bonne sœur. Ou du retour du messie Sarkozy qui affirme au peuple français les yeux dans les yeux, qu'il n'a absolument rien à voir avec les affaires dans lesquelles on voudrait le noyer. Il nous ferait pleurer ce « c.. ». Mais on a choisi de s'attarder sur un autre sujet au moins aussi intéressant : le dernier rapport de la cour des comptes paru le 17 septembre dernier. Celui-ci épingle la hausse spectaculaire de la fraude aux cotisations sociales. Et quand on dit « spectaculaire », on pèse nos mots, car lesdites fraudes ont doublé entre 2007 et 2012. Ce n'est pas rien. Ça représente tout de même 25 milliards d'euros si on y ajoute l'assurance chômage et les retraites complémentaires obligatoires qui, par effet domino, ne sont pas cotisées non plus. 25 milliards non payés par des patrons indécents. Contre 3 milliards d'euros, la fraude estimée aux prestations sociales dont le taux de recouvrement est d'environ 90 %. Et ce sont les allocataires desdites prestations qui passent pour les vilains profiteurs du système. Les patrons eux, font ce qu'ils peuvent. Entre « phobie administrative » qui leur ferait « oublier » de cotiser pour leurs salariés et réelle volonté de passer entre les mailles du filet. Ben oui, vous comprenez, ces pauvres patrons sont noyés sous les charges, ne pas les payer c'est donc en quelque sorte, leur manière à eux de sauver de l'emploi. Bien évidemment, il ne s'agit pas de mettre tous les patrons dans le même panier. Des patrons honnêtes, ça existe. Heureusement. Comme tous les chômeurs ne sont pas des profiteurs. Loin s'en faut.

Dits et non dits

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le port a fait parler de lui la semaine dernière. Entre les annonces formulées par le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, (annonces faisant suite à tous les événements liés aux dossiers des migrants), et la conférence de presse du syndicat CGT inquiet des rumeurs en matière d'emplois, voilà de quoi faire discuter dans les chaumières.

Nous ne traiterons dans ce texte, que de la question de l'emploi, et de l'inquiétude des salariés. Alors que le projet Port 2015 devrait à la fois permettre au port modernisé d'offrir de nouveaux services à ses clients, faire prendre 10 ans d'avance à l'entité sur ses concurrentes, et permettre d'irriguer le Calaisis en richesse et en emplois, voilà que le trouble s'installe dans les esprits.

A partir de bruits de couloirs, on craint la suppression de 150 à 200 emplois (rien que ça), on craint également que les grands groupes de BTP ne fassent appel à davantage de main d'œuvre détachée que de main d'œuvre locale. Ainsi, ce chantier qui doit être une chance pour le Calaisis, n'en serait rien et une nouvelle fois nous serions condamnés à regarder passer les camions.

Une réalité qui prend naissance dans la volonté permanente de rentabilité à tout prix et contre tout, développée dans notre société.

Pour décrocher la plus grosse part du gâteau, les entreprises doivent être moins chères. La variable permettant de diminuer le coût est alors la masse salariale puisque les matériaux seront au même prix pour tous. On fait alors



venir des salariés détachés (d'autres pays), qu'on exploitera davantage, qui seront moins payés et qui ne s'adresseront pas aux syndicats.

Quant à la possibilité de supprimer à terme entre 150 et 200 emplois de salariés portuaires, elle vient du montant des emprunts réalisés, pour lesquels les prêteurs exigeront une rentabilité certaine permettant d'assurer le remboursement.

Et nous devrions accepter cette démarche, au nom du réalisme économique !

Foutaises que tout cela. Surtout quand on connaît toutes les données du problème. Le dossier de Port 2015 pèse environ 910 millions d'euros, répartis comme suit (sauf erreur de notre part) : des dettes antérieures de la CCI (pour des investissements) d'environ 70 millions qui seront assumées par la Région, des subventions européennes pour 70 millions, des subventions régionales pour 250 millions, des emprunts pour 510 millions. C'est à ce

stade qu'apparaît la demande de compression des coûts pour garantir les remboursements.

Une demande qui semble oublier un peu vite que le contribuable régional (donc calaisien) va déjà participer pour 320 millions d'euros. Une réalité qui rend clairement inacceptable la volonté de se servir des salariés de la chambre comme variable d'équilibre, une réalité qui impose des demandes fortes en matière de main d'œuvre destinée aux travaux et à l'exploitation.

Pour ce qui nous concerne, nous pensons que la région doit impérativement mettre en avant l'emploi local et régional dans le cadre de ce chantier. Nous pensons également que l'État doit être aux côtés de la Région pour garantir les emprunts et nous souhaitons que la variable d'équilibre soit le prix du passage. Ainsi ce sont ceux qui utilisent les services qui paieraient et pas les salariés.

Le dessin



On le note

Vous pouvez déjà noter les dates des prochains conseils :

Conseil municipal
Mercredi 24 septembre
18 h 30

Conseil communautaire
Jeudi 25 septembre
18 h 30

Les conseils étant publics et ouverts à tous, on ne peut que vous inciter à venir y assister...

On le note

Après des vacances bien méritées, l'équipe du Rusé est de retour... Vous pouvez donc reprendre vos bonnes habitudes en passant à l'Atelier.

L'occasion d'échanger sur l'actualité calaisienne, de faire un petit bonjour aux copains, de boire un petit café...

Et bien sûr très vite nous vous communiquerons le calendrier des soirées d'ores et déjà programmées.

Immigration

Et maintenant ?

C'est samedi dernier que le ministre de l'intérieur a annoncé un certain nombre de mesures concernant l'énorme dossier de la migration. Des mesures discutées et négociées avec son homologue britanniques. Une intervention probablement destinée à calmer un peu, tous ceux qui trouvent que sur cette question particulière, l'Europe et nos dirigeants sont en-dessous de tout.

Les principales mesures sont :

- la création d'un fond d'intervention incluant une participation britannique de 5 millions d'euros par an pendant trois ans.
- la construction de barrières solides le long de la rocade donnant accès à la zone portuaire.

- la protection des personnes vulnérables.

- le renforcement des contrôles frontaliers et de la lutte contre les réseaux de passeurs.

- de nouvelles actions incitatives en matière de retour.

- la mise en place de campagnes d'information visant à briser l'image de « l'eldorado » britannique.

- la résolution de la grave crise liée à l'immigration en mer méditerranée.

Interrogé le jour de l'annonce, Jacky Hénin a déclaré à la presse : « Ce que je retiens en premier lieu, c'est la reconnaissance par la Grande-Bretagne de sa responsabilité. C'est la

première fois et c'est important pour l'avenir, dans le cadre des discussions sur ce dossier. Je note également comme positif, la volonté de participation financière à hauteur de 5 millions d'euros par an sur trois ans. C'est peu au regard des besoins, mais c'est un geste qu'il faut encore une fois souligner. Évidemment, immédiatement derrière on



doit s'interroger sur la destination de cet argent. Va-t-on transformer le port en citadelle assiégée ? Une réalité dont on sait ailleurs en Europe qu'elle n'arrête pas la volonté de passage, il suffit pour s'en convaincre de regarder du côté de l'Espagne où les grilles et les barbelés n'arrêtent rien.

On parle aussi de lutte contre les réseaux, nous ne pouvons qu'être d'accord pour lutter contre les mafias. Mais c'est déjà ce qui est fait depuis plus de 10 ans avec les résultats que l'on connaît. On parle encore de venir expliquer aux candidats au passage que l'Angleterre n'est pas l'eldorado qu'on leur vend. Très bien, sauf qu'on peut expliquer tout ce que

l'on veut, tant qu'on pourra vivre au Royaume-Uni sans papiers d'identité et trouver facilement du travail au noir (libéralisme à outrance oblige), les explications ne seront pas entendues.

Enfin la grande question qui reste posée pour les migrants, pour les Calaisiens : que fait-on des 1500 migrants présents sur notre territoire et traités de manière honteuse et inhumaine ? Un vrai geste de la Grande-Bretagne serait d'accueillir ces hommes et ces femmes qui ne veulent qu'aller en Grande-Bretagne, un vrai geste de ceux qui nous dirigent, serait de fournir un accueil dé-

cent. »

Au-delà de cette réaction spontanée, des questions de fonds restent posées. La grande question de la paix et des conflits passés, présents et en gestation. La réalité de la guerre économique qui fait rage et oblige les plus meurtris à aller chercher le bonheur ailleurs. Les problèmes de santé publiques vécus actuellement en Afrique qui font peur et amènent à vouloir sauver sa peau ailleurs...

C'est à toutes ces questions qu'il faut répondre, sans jamais oublier que ceux qui traitent les dossiers portent eux-mêmes une lourde responsabilité, dans ce qui est vécu par les peuples.

Coup de griffe

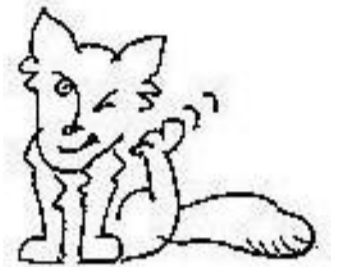
Ça te gratouille ?

Probablement vexés de s'être fait allumés dans le Rusé de rentée, certains, au Nord Littoral se sont livrés à une attaque en règle ce dimanche contre Jacky Hénin. Ça devait les démanger depuis trop longtemps. C'est de bonne guère, quand le combat est loyal et l'adversaire respectueux de la loi. Ce qui n'est pas le cas ici. Voulant démontrer que l'ancien député européen était prêt à tout pour

attaquer, s'en prendre à ses adversaires, le plumeux reprenait les propos adressés par Jacky Hénin à Yann Capet sur la question des No Borders et ajoutait : « car pour Jacky Hénin, les antifascistes peuvent sans doute aller tabasser un mec dans une brasserie..., mais quand il s'agit des fachos alors ça non ! » Examinons les dires. Outre qu'il s'agit d'une demande formulée expressément par Claude Demassieux (lors de la conférence de presse tenue par la maire de Calais) que l'on parle autant des antifas, que des fascistes, nous sommes ici dans la diffamation la plus pure.

À aucun moment, Jacky Hénin n'a cautionné l'action violente des antifas, qui ne sont pas les No Borders. À aucun moment, Jacky Hénin n'a appelé à un rendez-vous pour la violence. Celui qui écrit, prend donc la liberté de mentir pour détourner l'attention de la faute politique commise par les siens d'autoriser sur la place de l'hôtel de ville un rassemblement d'individus qui véhiculent des idées contraires à la constitution française. « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose », ça ne vous rappelle rien ?

Quant à la question posée à l'élu communiste : « Le fait que l'URSS ait rejoint les alliés lors de la seconde guerre mondiale dédouane-t-il le régime des purges et des goulags ? » Une seule conclusion : il ne doit pas savoir lire notre plumeux, autrement il aurait pris connaissance (mais encore faut-il s'en donner la peine) des condamnations claires exprimées à maintes reprises dans l'histoire par le Parti Communiste Français, condamnations partagées par Jacky Hénin. Mentez, mentez...



Poil à gratter

Les dettes de l'agglomération

Si, un de ces prochains jours, vous voyez un véhicule de l'agglomération en rade sur le bas-côté de la route, il ne faudra pas vous en étonner. Ça sera sans doute une panne sèche. Figurez-vous que certains agents de l'agglomération ont eu la surprise de se voir refuser l'accès à la pompe en voulant aller faire le plein du véhicule de service. La raison ? Cap Calaisais ayant une GROSSE ardoise chez le fournisseur de carburant, celui-ci refuse désormais que les véhicules fassent le plein chez lui tant qu'il ne sera pas payé. Une situation plutôt gênante notamment dans certains services sensibles tels que l'assainissement. Il ne sera bientôt plus possible aux agents



d'aller sur place pour les interventions. Ça sent mauvais... Mais le pire, c'est que selon nos informations, d'autres prestataires de l'agglomération seraient dans la même situation. Des factures seraient impayées, pour des montants allant parfois jusqu'à plus de 100 000 €, mettant les entreprises concernées dans des situations plus que délicates. On comprend aisément que ces dernières refusent donc d'effectuer tout travaux, toute prestation tant qu'ils n'auront pas touché leur dû. L'agglomération qui met en difficulté des entreprises locales... Ça serait cocasse si ça n'était pas si grave...

Pas intéressés

Les impayés de l'agglomération, voilà bien un sujet « sérieux » mais dont Nord Littoral n'a manifestement pas eu vent. A moins qu'en « bons journalistes », ils préfèrent régler ses comptes à Jacky Hénin au lieu de faire leur boulot... Il ne faudrait pas s'en étonner...

Où va l'argent ?

Les habitants de la communauté d'agglomération du Calaisis (autrement dit de Calais, Coulogne, Coquelles, Marck et Sangatte-Blériot) qui ont reçu leur taxe foncière récemment ont eu la (très) mauvaise surprise de réaliser que la part de l'agglomération avait très

largement augmenté. Plus 38 %, 40 % voire jusqu'à 45 % d'augmentation. Énorme. Première question : est-ce bien légal ? Deuxième question : au vu des problèmes financiers que semble connaître l'agglomération (voir ci-dessus), on se demande ce qu'ils font de l'argent...

Référendum mort-né

Ça continue... On a appris cette semaine que le fameux référendum que Natacha Bouchard avait promis, juré craché la main sur le cœur que, oui elle le ferait parce que, elle, elle chérie la démocratie et que ce sont les Calaisiens qui doivent décider si oui ou non ils veulent d'un Palais des Congrès, eh bien ce fameux référendum... est mort-né. Finalement elle a changé d'avis. Maintenant que les élections municipales sont passées, l'avis des Calaisiens elle s'en f... Après tout, c'est elle qui décide, les Calaisiens n'y connaissent rien. Remarquez, nous ça ne nous a pas étonné du tout. On peut même dire qu'on s'y attendait puisqu'on l'avait écrit dans ces colonnes. Nous avons donc raison. C'est qu'on commence à la connaître : mensonges, récupération, mauvaise foi... la technique est rodée. Quant à tous ceux qui ont cru à ses belles promesses... ils doivent s'en mordre les doigts. Eh oui, fallait pas croire Natacha, fallait pas...